



Newsletter 2012.1 - MAI

LE JAPON AU CŒUR DE PLUSIEURS ENJEUX SOCIAUX

Du 21 au 28 avril, une mission d'étude organisée par le Réseau Education et Solidarité s'est rendue au Japon. Les membres de la délégation venaient de France (MGEN, membre fondateur du Réseau), de Belgique (SOLIDARIS et MUTUALITE CHRETIENNE) et d'organisations représentatives de la protection sociale non lucrative (AIM, également fondatrice du Réseau, et Association Européenne des Institutions de Prévoyance).

Au programme de cette visite, 3 thématiques essentielles :

- les réponses à apporter aux enjeux du vieillissement et de la dépendance ;
- une réflexion sur l'avenir de l'économie sociale dans un des pays majeurs de l'Asie Orientale.



Membres de la délégation - Réception à l'Ambassade de BELGIQUE

Sur le thème de la dépendance, un séminaire co-organisé avec l'Université de Tokyo et des visites d'établissements et acteurs, ont permis de dégager les grandes lignes des défis à venir au Japon :

- la question du financement des dépenses en forte croissance concernant la prise en charge des personnes dépendantes ;
- les défis de la prise en charge, dans un pays où le renouvellement des générations n'est pas assuré, et où les femmes sont de plus en plus tiraillées entre leurs devoirs traditionnels envers leurs aînés et la nécessité de travailler pour assurer le financement des charges liées à une population vieillissante;

- l'organisation de la prise en charge, notamment en évitant l'isolement des personnes âgées et dépendantes, et en permettant le maintien de communautés locales diverses et vivantes;
- le développement de technologies facilitant la prise en charge, comme les outils de l' « e-santé », qui peut s'appuyer sur le dynamisme et les innovations des entreprises japonaises, très en pointe.



Professeur IWAMURA, notre hôte à l'Université de Tokyo

Il ressort des discussions et visites que le défi et les solutions pour y répondre sont très bien identifiés, mais que la classe politique a beaucoup de peine à prendre les décisions financières qui s'imposent, et notamment une forte hausse de la fiscalité. Les liens créés lors de la mission devraient être poursuivis, notamment à travers l'organisation d'une conférence internationale sur la dépendance à Paris en 2013.

Concernant l'avenir de l'économie sociale, les acteurs de la protection sociale solidaire, délégataires de service public pour la plupart, ont peur qu'une vague de déréglementation vienne remettre en cause l'équilibre actuel, qui permet une couverture universelle de qualité de la population.

La perspective du développement d'une zone d'intégration économique du Pacifique (« Trans Pacific Partnership ») pour laquelle les acteurs assurantiels lucratifs sont extrêmement actifs, peut faire craindre pour le modèle solidaire et non lucratif actuel, non seulement au Japon, mais aussi dans d'autres pays concernés comme l'Australie.



La rencontre avec le syndicat majoritaire de l'éducation, JTU (Japan Teachers' Union) et avec les Mutuelles de santé et d'assurance à la gouvernance desquelles il est associé, nous a conforté dans l'idée que les acteurs de l'éducation jouent un rôle important dans les questions de santé et de protection sociale dans leur pays. Nous avons notamment pu discuter de la question de la santé au travail des professionnels de l'éducation, une priorité pour le syndicat.

De même, la visite à la Mutuelle de Santé des Enseignants du Public a permis de renouer une relation avec la MGEN, entamée il y a 10 ans. Les contacts ont aussi permis de confirmer que les acteurs de l'éducation et de la protection sociale de la zone Pacifique ont un intérêt à créer une coalition pour répondre aux défis à venir, afin de garantir le maintien d'une couverture santé et protection sociale de qualité pour les professionnels de l'éducation.



Photo n°1 : Haruhito WATANABE (Directeur du Département Protection Sociale)-Philippe SWENNEN-Alain COHEUR-Ryosuke KATO (Président du JTU)-Thierry WEISHAUPHT-Hideyuki SHIMIZU (Secrétaire Général Adjoint) – Photo n°2 : Tamaki TERAZAWA avec le Vice Président et le Délégué Général du Réseau.

Si vous voulez en savoir plus sur la mission, un résumé des enseignements tirés est disponible sur le site du Réseau :
www.educationsolidarite.org.

TOGO : Vers l'extension de l'activité de la MUGET à la couverture santé

Lors d'une mission menée fin avril - début mai, Jean-Philippe HUCHET, Président du Réseau, a rencontré le directeur exécutif de la MUGET ainsi que les dirigeants des syndicats membres de l'IE, FESEN et FENASYET et la coordinatrice régionale de l'IE. Lors de ces réunions de travail, il est apparu qu'existe au Togo un contexte favorable à une initiative concernant la couverture santé des professionnels de l'éducation :

- l'existence d'une assurance maladie de premier niveau pour les fonctionnaires, gérée par l'INAM (Institut National d'Assurance Maladie), dont M. HUCHET a rencontré la directrice ;
- la capacité de la MUGET à étendre son activité au-delà de son activité d'origine (garantie décès étendue à d'autres prestations annexes) pour les professionnels de l'éducation ;
- une bonne entente entre organisations syndicales du monde de l'éducation.

L'idée est de rassembler autour de la MUGET l'ensemble des acteurs syndicaux pour constituer un comité de pilotage qui définirait le champ possible d'intervention de la MUGET dans le domaine de la santé, en complément des prestations de l'INAM. Le Réseau pourrait, si le Comité de Pilotage valide un projet et une démarche partagée par tous ces acteurs, apporter un appui en termes de méthodologie et de formation.

Un point d'étape sur ce projet sera fait en septembre 2012.